

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 MARS 1912.

Projet de loi abrogeant la loi du 4 mars 1870 relative à la réduction des peines subies sous le régime de la séparation (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. STANDAERT.

MESSIEURS,

La loi du 4 mars 1870 décide que la peine d'emprisonnement, subie en cellule, sera réduite suivant une proportion qui, pratiquement, amène les résultats suivants :

Pour une peine de 5 ans, durée effective, 5 ans, 5 mois ;	
Pour une peine de 10 ans, id. 6 ans, 5 mois ;	
Pour une peine de 15 ans, id. 8 ans, 5 mois ;	
Pour une peine de 20 ans, id. 9 ans, 9 mois.	

Faut-il admettre que cette loi fut principalement, comme le dit l'exposé des motifs, une loi de circonstance ?

Ce n'est pas notre avis. Les travaux préparatoires nous montrent que le souci du législateur de 1870 fut, non seulement, la nécessité de parer à la pénurie des installations cellulaires au sein des prisons, mais encore d'adoucir, par un système de réductions automatiques, la rigueur d'un régime pénal nouveau.

« L'emprisonnement cellulaire est une peine très grave », disait M. Bara, ministre de la justice. « Dix années de cellule équivalent à vingt années d'emprisonnement », ajoutait-il au Sénat (séance du 28 février 1867).

Ces idées, courantes il y a quarante ans, ne sont plus celles d'aujourd'hui ; en 1870, la transition brusque entre le système cellulaire et l'étrange régime d'autrefois devait paraître inquiétante.

« En 1850 -- disait dans sa *Mercuriale* de 1877, M. le procureur général

(1) Projet de loi, n° 75.

(2) La Commission était composée de MM. Nerinx, président, du Bus de Warnaffe, Rens, Standaert, Van Cleemputte, Versteyleu, Visart de Bocarmé.

Verdussen — il n'y avait dans les prisons ni classification des condamnés, ni enseignement religieux ou moral; le débit des boissons était autorisé et provoquait un scandale permanent; des condamnés privilégiés pouvaient se soustraire au travail; les âges et les sexes étaient confondus dans le même édifice. »

Lorsque les premières cellules furent créées dans les prisons belges, on y enferma — chose singulière — les deux catégories les plus opposées de condamnés, les pires et les meilleurs; d'une part, ceux qui se distinguaient par leurs violences et leurs vices; d'autre part, les détenus particulièrement intéressants à raison de leurs antécédents favorables, de leur bonne conduite ou de leur âge.

Ceux qui agirent ainsi eurent comme l'intuition de la quintessence du régime cellulaire.

En effet, après cinquante années d'expérimentation, au cours desquelles il a fallu rabattre des illusions du début, on peut affirmer que les résultats vraiment appréciables du régime cellulaire sont : d'isoler les mauvais et d'amender les bons.

Pour les criminels invétérés, qui, autrefois, allaient en prison comme à l'hospice, dans le but de se reposer et aussi de recruter parmi leurs co-détenus les associés à leurs futurs exploits, la cellule a du moins le résultat négatif d'arrêter la contagion du mal et d'exercer ce qu'on a dénommé l'antiseptie morale.

Pour les criminels repentants, susceptibles d'amendement, le silence et l'isolement exercent, en même temps que leur action répressive, toute leur vertu réformatrice.

Le législateur de 1870 partageant les illusions des criminalistes de l'époque, était convaincu que la peine, instaurée par le régime nouveau, « la torture de l'isolement » allait aboutir d'une part à un abaissement notable de la criminalité, d'autre part à des conséquences graves pour l'état physique et moral des détenus; on présageait même une modalité nouvelle d'aliénation mentale: la folie pénitentiaire.

L'événement n'a justifié ni ces espérances ni ces craintes.

La criminalité n'a pas diminué à la suite de l'introduction du système cellulaire. Et si, à l'heure actuelle, la criminalité générale en Belgique tend plutôt à baisser, on ne saurait nier que la récidive monte toujours et constitue le véritable problème de la répression. La récidive est la pierre de touche de la valeur d'un système répressif.

Quant aux dangers physiques du régime cellulaire, les faits répondent de façon péremptoire. Parmi les détenus en cellule, les suicides sont rares, et de même, les cas d'aliénation mentale; M. De Rode, médecin aliéniste des prisons, constate pour la période de 1891 à 1898, une moyenne de collocation de 0.85 p. c., pour la prison cellulaire de Louvain et de 5.50, pour les quartiers communs de Gand. Enfin, ce qui prouve que le législateur de 1870 a fait erreur, en considérant la peine cellulaire comme une redoutable aggravation de la répression, c'est le fait que les condamnés à perpétuité, n'ont guère voulu bénéficier de la faculté que leur donne la loi

d'opter — après dix ans — pour le régime commun. En dix années, 61 condamnés à perpétuité, détenus à Louvain, ont été invités à opter; il en est 9 seulement qui aient sollicité leur transport à Gand et presque tous ont demandé à retourner en cellule à Louvain.

Le projet de loi arrive à son heure; étant donné le problème inquiétant de la récidive il s'impose, il trouve d'ailleurs un correctif précieux dans la libération conditionnelle. C'est pourquoi, en se ralliant aux judicieuses considérations émises dans l'exposé des motifs, la Commission spéciale, à l'unanimité de ses membres, propose l'adoption du projet de loi.

La Commission spéciale, en présence du texte de l'article 2 du projet, a examiné la question de la rétroactivité; il y est dit que les réductions de peines prévues par la loi 1870 restent applicables « aux condamnés jugés définitivement avant la mise en vigueur de la présente loi ».

La Commission estime qu'il y a lieu de substituer au texte du projet un texte nouveau conçu comme suit :

« Ces dispositions restent applicables aux infractions antérieures à la mise en vigueur de la présente loi. »

Le texte du Gouvernement aboutirait à une aggravation de peine pour les condamnés appelants d'un jugement de première instance, pour tous ceux qui se trouvent dans les délais d'appel ou d'opposition. Dans les tribunaux où un arriéré existe, les condamnés seraient victimes de la nouvelle loi par le seul fait que l'encombrement des rôles n'a pas permis de les juger plus tôt.

La seule solution équitable, et d'ailleurs conforme aux principes, est de réserver l'aggravation de peine *aux faits* postérieurs à la mise en vigueur de la loi nouvelle; cela justifie les modifications proposées par la Commission à l'article 2.

Le texte ainsi amendé a été voté à l'unanimité.

Le Rapporteur,

EUG. STANDAERT.

Le Président,

E. NERINCX.

Projet de loi.

ARTICLE PREMIER.

Les condamnés aux travaux forcés, à la détention, à la réclusion et à l'emprisonnement seront, pour autant que l'état des prisons le permettra, soumis au régime de la séparation.

Ils ne pourront être contraints à le subir que pendant les dix premières années de leur captivité.

Ils y seront soustraits, même avant ce terme, si leur état de santé le requiert.

ART. 2.

La loi du 4 mars 1870 et l'article 2 de la loi du 31 mai 1888 sont abrogés.

Ces dispositions restent toutefois applicables aux condamnés jugés définitivement avant la mise en vigueur de la présente loi ; et, en ce qui les concerne, la durée des peines subies sous le régime de la séparation sera réduite des $\frac{10}{12}$ pour chacune des années au delà de la vingtième.

ART. 3.

Le § 2 de l'article 7 de la loi du 31 mai 1888 est rectifié comme suit :

« Elle ne peut pas être invoquée dans le cas prévu au § 3 de l'article 4 de la présente loi. »

Wetsvoorstel.

EERSTE ARTIKEL.

De veroordeelden tot dwangarbeid, tot hechtenis, tot opsluiting en tot gevangenisstraf worden, voor zoover de geschiktheid der gevangenen het toelaat, onderworpen aan het stelsel der afzondering.

Zij kunnen er slechts worden toe gedwongen dat stelsel te ondergaan gedurende de eerste tien jaren gevangenzitting.

Zij worden er, zelfs vóór dien tijd, aan onttrokken, indien hun gezondheidstoestand het vereischt.

ART. 2.

De wet van 4 Maart 1870 en artikel 2 der wet van 31 Mei 1888 worden ingetrokken.

Deze bepalingen blijven echter van toepassing op hen, die vóór de invoering dezer wet definitief waren veroordeeld ; en, wat hen betreft, wordt de duur der onder het stelsel van afzondering ondergane straffen met $\frac{10}{12}$ verminderd voor ieder jaar boven het twintigste.

ART. 3.

Lid 2 van artikel 7 der wet van 31 Mei 1888 wordt als volgt verbeterd :

« Zij kan niet ingeroepen worden in het geval voorzien bij het 3^{de} lid van artikel 4 dezer wet. »

Amendement proposé par la Commission.

ARTICLE PREMIER.

(Comme ci-contre.)

ART. 2.

La loi du 4 mars 1870 et l'article 2 de la loi du 31 mai 1888 sont abrogés.

Ces dispositions restent applicables aux infractions antérieures à la mise en vigueur de la présente loi.

ART. 3.

(Comme ci-contre.)

Amendement door de Commissie voorgesteld

EERSTE ARTIKEL.

(Zooals hiernevens.)

ART. 2.

De wet van 4 Maart 1870 en artikel 2 der wet van 31 Mei 1888 zijn ingetrokken.

Deze bepalingen blijven van toepassing op de misdrijven gepleegd vóór het in werking treden van deze wet.

ART. 3.

(Zooals hiernevens.)

(1)

(N^o 128.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 MAART 1912.

Wetsontwerp tot intrekking van de wet van 4 Maart 1870 betreffende de vermindering der straffen ondergaan onder het stelsel der afzondering (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER STANDAERT.

MIJNE HEEREN,

De Wet van 4 Maart 1870 beslist dat de straf, in eene cel ondergaan, wordt verminderd in eene verhouding welke, in de practijk tot de volgende uitkomsten leidt :

Voor eene straf van	5 jaar,	werkelijken duur,	3 jaar, 5 maanden ;	
—	—	10 —	—	6 — 3 —
—	—	15 —	—	8 — 5 —
—	—	20 —	—	9 — 9 —

Moet men, zooals de Memorie van toelichting het zegt, aannemen dat deze wet hoofdzakelijk eene gelegenhedswet was ?

Dat denken wij niet. Uit de voorafgaande werkzaamheden blijkt, dat de wetgever van 1870 er niet alleen over bezorgd was het gebrek aan celinrichtingen, in de gevangenhuizen, te hulp te komen, maar ook de gestrengheid van eene nieuwe strafregeling te verzachten door een stelsel van automatische strafvermindering.

« Eenzame opsluiting is eene zeer strenge straf » zoo sprak de heer Bara, minister van Justitie. Daaraan voegde hij toe, in den Senaat (vergadering van 28 Februari 1867) : « Tien jaar eenzame opsluiting staan gelijk met twintig jaar gevangenzitting ».

« Deze meening, welke veertig jaar geleden ingang vond, geldt thans niet

(1) Wetsontwerp, n^o 75.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Nerinx, bestond uit de heeren du Bus de Warnaffe, Rens, Standaert, Van Cleemputte, Versteylen, Visart de Bocarmé.

meer. De plotselinge verandering van den zonderlingen regel van vroeger in dien der eenzame opsluiting moest, in 1870, onrustwekkend schijnen.

Bij het openen van het rechterlijk jaar 1877, drukte de heer Verdussen, Procureur-generaal, zich aldus uit :

« In 1830, bestond in de gevangnissen noch indeeling der veroordeelden, noch godsdienstig of moreel onderwijs ; men mocht er drank verkoopen, wat voortdurend ergernis verwekte ; bevoorrechte veroordeelden konden zich aan allen arbeid onttrekken ; lieden van elken leeftijd en van beiderlei geslacht leefden onder één dak. »

Toen in de gevangnissen van België de eerste cellen werden in gebruik gesteld, werden daarin — zonderling iets — de twee meest van elkander verschillende soorten veroordeelden opgesloten : de ergsten en de besten ; eenerzijds, zij die zich kenmerkten door hevigheid en ondeugd ; anderzijds, de gevangenen die, door hun vroeger goed levensgedrag, hun ouderdom, bijzonder belangstelling verdienden.

't Was alsof men reeds toen voorzag waartoe eenzame opsluiting noodzakelijk moest leiden.

Immers, na vijftig jaren ondervinding, gedurende welke men moest afzien van de droombeelden der eerste dagen, kan men bevestigen dat de waarlijk noemenswaardige uitslagen van het afzonderingstelsel zijn : de kwaden af te zonderen en de goeden tot betering te brengen.

Voor de verstokte misdadigers, — zij die eertijds, naar de gevangenis gingen zooals naar het gasthuis, met het doel er uit te rusten en ook om er onder hunne medegevangenen de bondgenooten aan te werven voor hunne latere misdaden —, leidt de cel ten minste tot deze negatieve uitkomst : de aanteking van het kwaad tegen te houden en, zooals men het heette, eene moreele ontsmetting uit te oefenen.

Op de berouwhebbende misdadigers, vatbaar voor betering, oefenen stilte en eenzaamheid en hare beteugelende werking een verbeterende kracht uit.

De wetgever van 1870, de droombeelden der toenmalige criminalisten deelde, was er van overtuigd dat de straf, door het nieuw stelsel ingevoerd, — « de foltering der eenzaamheid » — eensdeels aanzienlijke vermindering van de criminaliteit tot gevolg zou hebben, maar ook, anderdeels, erge gevolgen zou hebben voor den lichamelijken en zedelijken toestand der gevangenen ; men voorzag zelfs een nieuwen vorm van krankzinnigheid : « celwaanzin ».

De feiten hebben noch die hoop noch die vrees gebillijkt.

Door het uitvoeren van het stelsel der eenzame opsluiting is de criminaliteit niet verminderd. En zoo, op dit ogenblik, de algemeene criminaliteit in België veelcr schijnt te verminderen, toch kan men niet ontkennen dat het herhaald misdrijf steeds hooger wordt en dat daarin het wezenlijk vraagstuk der beteugeling ligt. Herhaald misdrijf is de toetssteen van wat een beteugelend stelsel eigenlijk waard is.

Wat betreft de lichamelijke gevaren die met het cellulaire stelsel gepaard gaan, daarop antwoorden de feiten op afdoende wijze.

Bij de celgevangenen wordt zelden zelfmoord aangetoefen ; bij hen ook

doen zich zelden gevallen van krankzinnigheid voor; de heer De Rode, geneesheer voor krankzinnigen in de gevangenissen, stelt vast dat gedurende het tijdperk 1891-1898, er gemiddeld 0,83 t. h. gevallen van krankzinnigheid voorkwamen in de cellulaire gevangenis van Leuven en 3,50 in de gemeene kwartieren van de gevangenis te Gent. Eindelijk, en daaruit volgt dat de wetgever van 1870 zich heeft vergist wanneer hij de eenzame opsluiting beschouwde als eene geduchte verzwareing van de beteugeling, de veroordeelden tot levenslangen dwangarbeid hebben geenszins gebruik willen maken van het hun door de wet vergunde recht — na verloop van tien jaren — het stelsel der gemeene opsluiting te verkiezen. Aan 61 veroordeelden tot levenslangen dwangarbeid, te Leuven opgesloten, werd, in een tijdsverloop van tien jaren, de keuze gelaten en slechts 9 hunner vroegen om naar Gent te worden overgebracht en bijna allen drukten het verlangen uit, opnieuw naar Leuven te worden overgebracht en er eene cel te betrekken.

Het wetsontwerp komt te goeder ure, met het oog op het onrustwekkend problema van het herhaald misdrijf; het is er bepaald noodig, het vindt, overigens, voortreffelijke verzachting in de voorwaardelijke invrijheidstelling. Daarom ook, zich vereenigende met de gegronde beschouwingen voorkomende in de Memorie van Toelichting, vraagt de Bijzondere Commissie, met eenparigheid harer leden, dat gij het wetsontwerp zoudt goedkeuren.

Met het oog op den tekst van artikel 2 van het ontwerp, onderzocht de Bijzondere Commissie het punt der terugwerkende kracht. Het ontwerp zegt, dat de vermindering der straffen, voorzien bij de wet van 1870, van toepassing, blijft « op hen wier veroordeeling in kracht van gewijsde is gegaan vóór het in werking treden van deze wet ».

De Commissie is van oordeel dat de tekst van het ontwerp behoort te worden vervangen door een nieuwen tekst, luidende :

« Deze bepalingen blijven van toepassing op de misdrijven gepleegd vóór het in werking treden van deze wet. »

De tekst der Regeering zou tot gevolg hebben de straf te verzwaren voor de veroordeelden die hooger beroep aantekenden tegen een vonnis uitgesproken in eersten aanleg, voor al degenen die zich bevinden binnen den termijn, waarin beroep of verzet kan worden aangeteekend. Bij de rechtbanken waar er veel achterstallige zaken zijn, zouden de veroordeelden het slachtoffer zijn van de nieuwe wet, alleen omdat het al te groot getal hangende zaken niet heeft toegelaten hunne zaak eerder te behandelen.

De eenige billijke en, overigens, met de beginselen overeenkomende oplossing bestaat hierin : de verzwareing van straf van toepassing te maken *op de daden* gepleegd na het in werking treden van de nieuwe wet; dat wettigt de verbetering in artikel 2, door de Commissie voorgesteld.

De aldus gewijzigde tekst werd eenstemmig aangenomen.

De Verslaggever,

EUG. STANDAERT.

De Voorzitter,

E. NERINCX.

Projet de loi.

ARTICLE PREMIER.

Les condamnés aux travaux forcés, à la détention, à la réclusion et à l'emprisonnement seront, pour autant que l'état des prisons le permettra, soumis au régime de la séparation.

Ils ne pourront être contraints à le subir que pendant les dix premières années de leur captivité.

Ils y seront soustraits, même avant ce terme, si leur état de santé le requiert.

ART. 2.

La loi du 4 mars 1870 et l'article 2 de la loi du 31 mai 1888 sont abrogés.

Ces dispositions restent toutefois applicables aux condamnés jugés définitivement avant la mise en vigueur de la présente loi; et, en ce qui les concerne, la durée des peines subies sous le régime de la séparation sera réduite des $\frac{10}{12}$ pour chacune des années au delà de la vingtième.

ART. 3.

Le § 2 de l'article 7 de la loi du 31 mai 1888 est rectifié comme suit :

« Elle ne peut pas être invoquée dans le cas prévu au § 5 de l'article 4 de la présente loi. »

Wetsvoorstel.

EERSTE ARTIKEL.

De veroordeelden tot dwangarbeid, tot hechtenis, tot opsluiting en tot gevangenisstraf worden, voor zoover de geschiktheid der gevangenen het toelaat, onderworpen aan het stelsel der afzondering.

Zij kunnen er slechts worden toe gedwongen dat stelsel te ondergaan gedurende de eerste tien jaren gevangenzitting.

Zij worden er, zelfs vóór dien tijd, aan onttrokken, indien hun gezondheidstoestand het vereischt.

ART. 2.

De wet van 4 Maart 1870 en artikel 2 der wet van 31 Mei 1888 worden ingetrokken.

Deze bepalingen blijven echter van toepassing op hen, die vóór de invoering dezer wet definitief waren veroordeeld; en, wat hen betreft, wordt de duur der onder het stelsel van afzondering ondergane straffen met $\frac{10}{12}$ verminderd voor ieder jaar boven het twintigste.

ART. 5.

Lid 2 van artikel 7 der wet van 31 Mei 1888 wordt als volgt verbeterd :

« Zij kan niet ingeroepen worden in het geval voorzien bij het 5^{de} lid van artikel 4 dezer wet. »

Amendement proposé par la Commission.

ARTICLE PREMIER.

(Comme ci-contre.)

ART. 2.

La loi du 4 mars 1870 et l'article 2 de la loi du 31 mai 1888 sont abrogés.

Ces dispositions restent applicables aux infractions antérieures à la mise en vigueur de la présente loi.

ART. 3.

(Comme ci-contre.)

Amendement door de Commissie voorgesteld

EERSTE ARTIKEL.

(Zooals hiernevens.)

ART. 2.

De wet van 4 Maart 1870 en artikel 2 der wet van 31 Mei 1888 zijn ingetrokken.

Deze bepalingen blijven van toepassing op de misdrijven gepleegd vóór het in werking treden van deze wet.

ART. 3.

(Zooals hiernevens.)